



Après le vote anti-libéral des citoyens, que faire ?

Les salariés du public et du privé ont exprimé massivement leur opposition aux orientations libérales du Traité de constitution européenne. Ils ont mis en difficulté, en France et en Europe, les tenants politiques et syndicaux du OUI à ce projet de Constitution. C'est la sanction de leur action parce qu'ils ont mis en œuvre ou soutenu les politiques libérales depuis longtemps. Le vote des salariés et des autres catégories sociales est clair : ils ne veulent plus des «délocalisations», de la privatisation «ouverte» ou «rampante» des services publics, des suppressions massives d'emplois, des salaires de misère, des retraites «peau de chagrin», de la généralisation de la précarité contre l'emploi stable, des cadences de travail qui minent la santé...

Les salariés veulent voir mise en œuvre une politique économique et sociale qui réponde à leurs besoins. Cela nécessite notamment d'autres choix économiques et une autre législation sociale et fiscale.

Le SNASUB a contribué activement aux luttes contre toutes les régressions sociales. Il a favorisé l'expression d'un NON syndical victorieux et d'espoir parce que porté par les salariés et les syndiqués.

Il s'agit maintenant, à partir de cette première victoire, d'en préparer d'autres.

Dans la période de crise politique qui s'aiguise, nous entendons poursuivre, dans l'unité la plus large, notre action revendicative dans tous les domaines,

Contre :

- la loi Fillon, le démantèlement de l'Education nationale et des statuts ;
- l'individualisation de la gestion des carrières et des rémunérations ;
- les suppressions de postes et le transfert aux collectivités territoriales des missions et personnels.

Pour :

- le rétablissement des emplois supprimés et la créations des postes nécessaires ;
- le réemploi des agents non titulaires ;
- la refonte de la grille et la revalorisation des salaires ;
- le développement du service public d'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Nous voulons aussi créer les conditions d'un syndicalisme rassemblé, visant à élargir encore l'action pour imposer les transformations économiques et sociales souhaitées.

Dans cette perspective, nous voulons travailler aux convergences avec toutes les forces qui partagent notre approche, pour faire en sorte que les revendications du salariat soient au cœur de la construction d'une alternative à la politique libérale que nous subissons en France, en Europe et dans le monde.

[Nous demandons que la FSU, à partir d'une analyse critique du contenu et du sens du vote référendaire, s'engage avec résolution dans cette voie .](#)

[Le SNASUB appelle la FSU à participer à toutes les initiatives qui s'inscrivent dans le prolongement du référendum, notamment à celle du 16 juin, et à organiser, dès à présent, la mobilisation des personnels contre les projets régressifs du gouvernement.](#)